

# Crise...

*Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 26 juillet 1934*

La plupart des gens l'appellent de leurs vœux, car elle les délivrerait d'un lourd fardeau, tandis qu'une minorité infime la redoute, car elle leur ferme les portes de l'espoir et leur coupe les chemins de la vie. Ceux qui l'aiment, et ceux qui s'y connaissent, en parlent longuement : ils demandent quand elle naîtra, ils cherchent à tâtons les causes qui pourraient la faire naître, et à peine apprennent-ils qu'un événement s'est produit, ou qu'une nouvelle a été diffusée, qu'ils s'emploient aussitôt à découvrir quel lien elle pourrait avoir avec la crise, espérant que les jours réaliseront ce que leurs rêves leur ont seulement fait entrevoir. Les autres, eux, demandent plutôt quand elle jettera enfin l'ancre : ils n'entendent nulle rumeur sans que leur cœur ne s'agite, on ne leur rapporte nulle nouvelle sans que leur âme ne s'envole, car ils voudraient que les jours effacent ce que leurs rêves leur ont fait entrevoir. Les uns et les autres sont dans l'inquiétude, et c'est des uns et des autres que se compose la nation, que se forme le peuple : une grande majorité inquiète qui veut la chute du cabinet, et une infime minorité inquiète qui veut son maintien. Nous ne saurions imaginer situation politique pire que celle-ci, où nul Égyptien n'est délivré de l'inquiétude, nul Égyptien à l'abri de la crainte, nul Égyptien assuré du lendemain, nul Égyptien laissé seul avec lui-même sans qu'il ne renie ce qui a été, ne redoute ce qui viendra, et n'implore de Dieu quelque chose dont il ne fait que rêver, et qu'il ose à peine espérer — et pourtant telle est bien, malgré tout, la condition des Égyptiens.

Adressez-vous à qui vous voudrez : la conversation s'ouvrira sur la crise politique et se refermera sur la crise politique, effleurant entre les deux, ici et là, les franges de sujets tout autres, mais pour toujours y revenir, à la fin, à la crise politique — comme si les gens ne vivaient que par elle, comme si leur hier, leur aujourd'hui et leur lendemain n'avaient été créés que pour elle.

Et pourtant, malgré tout cela, ceux qui ont instauré cette politique bienheureuse, et qui l'ont imposée aux Égyptiens de force, ne voulaient nullement cela, et ne le recherchaient nullement. Ils voulaient détourner les Égyptiens de la politique — et les voici qui les y poussent tout droit ; ils voulaient dégoûter les Égyptiens de la politique — et les voici qui la leur rendent plus désirable que jamais. S'il est un échec dont les vaincus

puissent se consoler, une défaite dont les défaits puissent se consoler, c'est bien cet échec-là, c'est bien cette défaite-là. Car les artisans de cette ère bénie n'ont réussi en rien, n'ont rien obtenu. Ils voulaient détourner les Égyptiens de leurs droits, et les voici qui finissent par rendre les Égyptiens plus jaloux encore de ces mêmes droits. Ils voulaient réduire les Égyptiens à la soumission et à l'abaissement, et les voici qui finissent par couper tout lien entre les Égyptiens et la soumission ou l'abaissement. Ils voulaient, de plus, ramener les Égyptiens à une vie moyenâgeuse, celle où le peuple ne se souciait point de politique, en laissant le soin de ces affaires à ceux qui détiennent l'autorité — et les voici qui finissent par avoir un peuple tout entier absorbé de politique, croyant de la plus sincère conviction qu'il est seul maître légitime de ses propres affaires, et que si quelque autre s'en soucie, ce ne peut être qu'à titre de délégué et de mandataire, et rien de plus.

Quoi qu'il en soit, les gens en sont revenus à parler de la crise politique — ou, pour être précis, de la crise ministérielle. Les uns affirment qu'elle existe ; les autres jurent par Dieu, de toute la force de leur conviction, qu'elle n'est qu'illusion parmi les illusions, chimère parmi les chimères. Les premiers regardent la nature même des choses ; les seconds s'appuient sur des vœux et des espoirs. Mais si l'on consulte les faits tout nus, la crise existe depuis que ce cabinet s'est levé pour assumer le fardeau du pouvoir — depuis, en vérité, que cette politique fut imposée de force aux Égyptiens. L'imposition même de cette politique fut en elle-même une crise dont le pays ne s'est pas encore délivré. Chaque événement survenu du temps de Sidqi Pacha eût suffi, à lui seul, à faire tomber mille cabinets et plus, et pourtant Sidqi Pacha resta debout à son poste, malgré le peuple et malgré les événements, trois années et une partie d'une quatrième, avant de tomber enfin un jour, pour une raison dont la vérité demeure, à tout le moins jusqu'ici, inconnue du peuple. Et l'accession au pouvoir du cabinet actuel fut en elle-même chose étrange, et chacun des actes de ce cabinet depuis son accession au pouvoir eût suffi, à lui seul, à faire tomber un cabinet. Le cabinet qui promettait de réformer la vie économique, et qui n'a fait que l'aggraver, mérite de tomber — et pourtant il demeure ! Le cabinet qui promettait de régler la question de la dette publique sans négociation, sans le moindre écart du principe du paiement et du refus, puis a négocié sans aboutir à rien, mérite de tomber, et pourtant il demeure ! Le cabinet qui s'était engagé, dans les termes les plus solennels, à résoudre définitivement le mal de la dette hypothécaire, et qui n'en a rien résolu, mérite de tomber, et pourtant il subsiste ! Le cabinet qui a proclamé son accord avec les juges

égyptiens sur leur position dans les tribunaux mixtes, quant à la présidence des chambres et quant à la question de la langue arabe, et qui s'est ensuite montré incapable de leur obtenir quoi que ce soit, mérite de tomber, et pourtant il subsiste ! Le cabinet qui a annoncé qu'il négocierait la question des tribunaux mixtes comme il sied à un cabinet gouvernant un pays indépendant, et qui n'en a fait un seul pas qu'avec la permission des Anglais, mérite de tomber, et pourtant il subsiste ! Et le cabinet dont le président même a quitté le pouvoir en dénonçant chez Sidqi Pacha les abus et les tortures, pour voir ensuite se produire, sous son propre cabinet, ces mêmes abus et ces mêmes tortures, sans y remédier en rien, sans rendre au peuple ni sécurité ni tranquillité d'esprit, sans protéger les corps du supplice ni accorder aux âmes la liberté — ce cabinet-là mérite de tomber, et pourtant il subsiste. Tout ce qui entoure ce cabinet, tout ce qu'entreprend ce cabinet, suffirait à provoquer la plus vive crise ministérielle, et à conduire ce cabinet à sa chute — et pourtant le cabinet, malgré tout, demeure debout, souriant aux crises, et les crises lui souriant en retour, comme s'il existait entre eux une tendre affection, une alliance. Car toutes ces crises ne font tomber les cabinets que là où ces cabinets reposent sur la volonté du peuple, et par la volonté du peuple — et les font tomber dès l'instant où le peuple n'en veut plus, où il ne se fie plus à leur maintien. Mais lorsque les cabinets s'imposent d'eux-mêmes, ou que les circonstances les imposent au peuple, ces crises-là ne pèsent d'aucun poids, ne comportent aucun danger. Ce qui, seul, pèse d'un poids véritable, ce qui comporte un danger véritable, c'est une chose inconnue — inconnue de vous, inconnue de moi. Vous ne pouvez la prévoir, ni moi non plus. C'est une chose qui peut descendre du ciel, ou surgir de la terre, ou nous être apportée par le vent depuis quelque lieu lointain, et la voilà soudain qui fait tomber le cabinet et renvoie les ministres chez eux, alors même que le cabinet n'avait jamais envisagé sa propre chute, et que les ministres ne s'attendaient nullement à se retrouver installés dans leurs foyers. C'est une chose comme celle-là même qui a précipité la chute de Sidqi Pacha, à l'heure où Sidqi Pacha proclamait lui-même qu'il se tenait fort et ferme, assuré de la confiance du Parlement. C'est une chose qui n'admet ni explication ni interprétation. C'est une chose qui dépasse toute recherche, une chose qui dépasse tout discours. C'est une chose qu'il nous faut attendre, dont il nous faut attendre la survenue à tout instant — qu'on l'attende ou non, qu'on puisse la prévoir ou non, qu'on l'espère ou non, qu'on la redoute ou non. Si donc les gens prétendent que la crise existe, ils disent vrai — mais c'est une crise qui ne sert à rien. Et si les gens prétendent que la crise n'existe pas, ils disent tout aussi vrai, car le

sort du cabinet n'a jamais réellement dépendu de ces crises. Et si Abd al-Fattah Yehia Pacha déclare que le cabinet n'a jamais, à aucun moment, été plus fort qu'il ne l'est aujourd'hui, lui aussi dit vrai — car le peuple continue d'être tourmenté, et les malheurs et les soucis continuent de s'abattre sur les têtes égyptiennes. Et si une rumeur venait soudain à se répandre, sans fondement et contre toute attente, selon laquelle Abd al-Fattah Yehia Pacha aurait remis sa démission à Sa Majesté le Roi, et que cette nouvelle se révélât vraie, cela aussi serait tout à fait possible — la même chose s'est produite il y a moins d'un an. Vous pouvez donc croire n'importe quoi, et vous pouvez tout aussi bien ne croire à rien — car nous vivons en une époque où ni la croyance ni l'incrédulité ne comptent pour rien, non plus que les jugements de la logique, non plus que le travail de la raison. La seule chose qui compte, en cette époque, c'est le hasard — cette chose que l'homme n'est pas encore parvenu à soumettre à une loi. Attendez-vous donc à tout, et n'attendez rien, et prenez patience jusqu'à ce que se manifeste le décret de Dieu.